

ÉTAT CIVIL

Nom et prénom : TALEB-KARLSSON Akila
Date de naissance : 7 octobre 1980
Profession : Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles
Adresse professionnelle : UFR droit Toulon,
35, Avenue Alphonse Daudet
83000 Toulon
Contact: akila.taleb-karlsson@univ-tln.fr

CHAMPS DE RECHERCHE

Droit pénal et procédure pénale ;
Droit comparé : droit français/droit anglais ; modèles de justice pénale
Droit pénal européen : Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme
Droit international pénal : fonctionnement des juridictions permanente et *ad'hoc*

ACTIVITÉS ET RESPONSABILITÉS PROFESSIONNELLES

Depuis 2014 **Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles** Université de Toulon. Centre de droit et de politique comparés – CDPC, Jean-Claude Escarras
Depuis 2015 **Responsable pédagogique Master 1 Personne et Procès** (Toulon)
2013-2014 **Consultante juridique** (*legal fellow*): Tribunal spécial pour le Liban, Leidschendam (Pays-Bas)
2010-2012 **Attachée temporaire d'enseignement et de recherche** (A.T.E.R) : Université Jean Moulin-Lyon III
2005-2010 **Enseignante vacataire**: Facultés de droit des Universités Jean Moulin-Lyon III, Lumière-Lyon II et *Ain Shams* (Caire, Egypte); Faculté de médecine de l'Université Claude Bernard-Lyon I
2006-2010 **Assistante de justice** : Parquet TGI et Cour d'appel de Lyon
Juin-octobre 2006 **Chercheur invité** (*visiting Scholar*) : Faculté de droit de l'Université de Leeds (Angleterre)

COMPÉTENCES LINGUISTIQUES

Français Langue maternelle
Anglais Lu, écrit et parlé couramment

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

▪ Cours magistraux et séminaires

Procédure pénale

- Préparation à l'examen d'entrée au centre régional de formation de la profession d'avocat (CRFPA), Institut d'études judiciaires (IEJ), Toulon
- Master 1 Personne et procès (Université de Toulon – Antenne de Draguignan)

Pénologie

- Master 1 Personne et procès (Toulon)

Droit pénal spécial

- Préparation à l'examen d'entrée au CRFPA, DUEJ option Avocature, Toulon

Droit pénal des affaires

- Licence droit 3^e année (Toulon)

Droit pénal général

- Licence droit, 2^e année (Université de Toulon – Antenne de Draguignan)
- Licence droit, 2^e année, section française de l'Université d'*Ain Shams* (Caire – Egypte)
- Capacité 2^e année (Toulon)

Justice pénale et droits fondamentaux

- Master 2 Indifférencié Pratique des droits fondamentaux (Toulon)

Contentieux pénal

- Master 2 Contentieux judiciaire (Toulon)

Application des peines

- Master 2 Contentieux judiciaire (Toulon)

Acteurs de la protection des services judiciaires

- Master 2 Protection de la Personne (Toulon)

Comparative Legal Traditions

- Cours de traditions juridiques comparées délivré en anglais à des étudiants anglophones de niveau Licence 3^e année, Service des relations internationales de l'Université Jean Moulin-Lyon III

▪ Travaux dirigés et Ateliers

Droit civil, 1^e année parcours Licence droit (Universités Lyon III et Lyon II)

Droit pénal général, 2^e année parcours Licence droit (Universités Lyon II et Lyon III)

Droit pénal général, étudiants en 2^e année de droit, section française de l'Université d'*Ain Shams* (Caire – Egypte)

Procédure pénale, 3^e année parcours Licence droit (Université Lyon III)

Droit pénal spécial, Master 1 carrières judiciaires (Université Lyon III)

Anglais juridique, 1^e année parcours Licence droit (Université Lyon III)

Criminologie clinique, étudiants niveau Licence 3 (Université Lyon I)

Préparation aux concours administratifs, étudiants niveau Licence 3 (Université Lyon II)

▪ Enseignement virtuel (E-learning)

Webtutrice en droit pénal : élaboration et mise à jour de fiches pédagogiques (droit pénal général, droit pénal spécial et droit pénal des affaires). Encadrement à distance, étudiants 2^e année parcours Licence droit, Faculté de droit virtuelle de l'Université Lyon III

TRAVAUX ET INTERVENTIONS UNIVERSITAIRES

Travaux et publications

Thèse : *Les procédures de reconnaissance préalable de culpabilité : étude comparée des justices pénales française et anglaise*, sous la direction de JOLY-SIBUET (E.), Université Lyon III, 2013, 2 Vol., 1102 p.

1. « Obs. de la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle et de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique in *Chronique législative, Revue pénit.*, n° 2, 2017, à paraître.
2. « Obs. de la loi n°2016-1090 du 8 août 2016 relative aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature in *Chronique législative, Revue pénit.*, n° 1, 2017, à paraître.
3. *Protection des données personnelles et Sécurité nationale : quelles garanties juridiques dans l'utilisation du numérique ?*, Bruylant, Coll. A la croisée des droits, Droit comparé, 2017.
4. « Protection des données personnelles et Sécurité nationale : quelles leçons tirer du droit anglo-saxon? » in TALEB-KARLSSON (A.) et de DAVID BEAUREGARD-BERTHIER (O.) (dir.), *Protection des données personnelles et Sécurité nationale : quelles garanties juridiques dans l'utilisation du numérique ?*, Bruylant, Coll. A la croisée des droits, Droit comparé, 2017, pp.225- 248.
5. « *Access to law in the English Criminal Justice process : what safeguards for the accused* » ? in GADBIN-GEORGE (G.), (dir.), *Regards croisés sur les difficultés d'accès à la justice au Royaume-Uni*, Editions Panthéon-Assas, 2017, pp.43-62.
6. “Pleading guilty: an overview of the French procedure”, Penal Reform International, 2017, www.penalreform.org
7. « Le mécanisme du mimétisme législatif régional. Vers l'eupéanisation des justices pénales modernes, l'exemple de la France et de l'Angleterre », in ROUSSEL (G.) et ROUX-DEMARE (F.-X.) (dir.), *L'eupéanisation de la justice pénale*, Cujas, 2016, pp. 67-83.
8. « Obs. de la loi n°2014-896 du 15 août 2014 sur l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales », co-écrit avec F.X. ROUX-DEMARE in *Chronique législative, Revue pénit.*, n° 1, 2015, pp. 232-253.
9. « La contrainte pénale et son équivalent outre-Manche : étude comparée des systèmes français et anglais à la lumière des recommandations européennes », Bulletin de droit comparé du CDPC, 2015, pp.3-13, www.cdpc.univ-tln.fr
10. « Le « plaider coupable » français : quel avenir pour l'audience de jugement ? », in LEBLOIS-HAPPE (J.) et STUCKENBERG (C.-F.) (dir.), *Was wird aus der Hauptverhandlung? Quel avenir pour l'audience de jugement?*, 4èmes rencontres du droit pénal franco-allemandes, Bonn University press, 2014, pp. 221-247.
11. « The Pre-Trial detention in French and English Criminal Justice systems: towards a balance between security and liberty », in DEL BOVE (M.) & MOURLON (F.) (dir.), *Pre-trial*

Detention in 20th and 21st Century Common Law and Civil Law Systems, Cambridge Scholars Publishing, 2014, p.135-149.

12. « La figure actuelle du juge en France et en Angleterre: l'atténuation des divergences originelles dans les attributions des juges français et anglais », *Rev. int. dr. pén.* 2013 (Vol. 84) n°3/4, pp.481-493.

13. « Les procédures de *guilty plea*: plaider pour le développement des formes de justice 'négociée' au sein des procédures pénales modernes : étude de droit comparé des systèmes pénaux français et anglais », *Rev. int. dr. pén.* 2012 (Vol. 83) n°1/2, pp.89-109.

14. « Les gardes à vue française et anglaise à la lumière de la jurisprudence européenne » (Le droit à l'assistance effective d'un avocat en matière de privation de liberté : droit positif et perspectives d'évolution à l'aune de la jurisprudence de la Cour européenne) in TOURNIER (P.-V.) (dir.), *Enfermements : Populations, Espaces, Temps, Processus, Politiques*, Coll. « Criminologie », L'Harmattan, Juin 2012, pp.97-110.

15. « La « judiciarisation » de la notion de dangerosité », *Revue de médecine Légale* 2012 Vol 3/1 pp 4-13.

16. « Le point sur la CRPC dans l'avant-projet portant réforme de la procédure pénale : La révolution annoncée aura-t-elle lieu ? », *Procédures*, n°4, avril 2011, Et. n°4, p.5 et s.

17. « La CRPC : une clarification législative née du pragmatisme jurisprudentiel » (A propos de la loi n° 2009-526, 12 mai 2009, de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures), *Rev. pénit*, n°1, janv.-mars 2010, pp.43-53.

14. « Quelles perspectives d'évolution pour le parquet français ? Etude des systèmes français et anglais à la lumière de la jurisprudence européenne » (à propos de l'arrêt CEDH, 23 nov. 2010, Moulin c. /France), *Rev. int. dr. pén.* 2011, n°1/2 (Vol. 82), chron. pp. 233-243.

15. "The Public Prosecutor, its role, duties and powers in the pre-trial stage of the criminal justice process: a comparative study of the French and the Swedish legal systems", co-écrit avec T. AHLSTRAND, Deputy Chief Public Prosecutor (Sweden), *Rev. int. dr. pén.* 2011(Vol. 82) n°3/4, pp. 523-540.

16. « Quel droit pénal pour l'Europe? » in *Ateliers Doctorants européens*, Université Toulouse I Capitole, 4-5 nov. 2010, *Rev. pénit*, n°3, juill.-sept. 2011, pp.649-671.

17. « Défense pénale et dématérialisation des procédures », collaboration avec J.-O. VIOU, Procureur Général près la Cour d'appel de Lyon in « La Défense pénale », Actes du XIXe congrès de l'Association française de droit pénal, *Rev. pénit*, n° spécial 2010, pp.111-116.

18. « La défense pénale devant le ministère public : les alternatives à la poursuite », collaboration avec J.-O. VIOU, Procureur Général près la Cour d'appel de Lyon in « La Défense pénale », Actes du XIXe congrès de l'Association française de droit pénal, *Rev. pénit*, n° spécial 2010, pp. 135-140.

19. **Chroniques législative**, commentaires des textes parus au journal officiel du 1^{er} juillet au 31 décembre des années 2009 à 2016.

VARINARD (A.) (dir.), *Rev. pénit.* 2010, n°1, janv.-mars, p.239 et s.
VARINARD (A.) (dir.), *Rev. pénit.* 2011, n°1 et 2, p.235 et s. et p.525 et s.
VARINARD (A.) (dir.), *Rev. pénit.* 2012, n°1 et 2, p.221 et s. et p. 485 et s.
VARINARD (A.) (dir.), *Rev. pénit.* 2013, n°1 et 2, p.217 et s. et p. 477 et s.
VARINARD (A.) (dir.), *Rev. pénit.* 2014, n°1 et 2, p.211 et s. et p. 467 et s.
VARINARD (A.) (dir.), *Rev. pénit.* 2015, n°1 et 2, p.217 et s. et p. 465 et s.
VARINARD (A.) (dir.), *Rev. pénit.* 2016, n°1 et 2, p.197 et s. et p. 495 et s.
VARINARD (A.) (dir.), *Rev. pénit.* 2017, n°1 et 2, à paraître.

Interventions publiques

▪ Colloque *Le « Grand » Ortolan, juriste toulonnais, français et européen*, Faculté de droit de l'Université de Toulon, CDPC, à venir, 16-17 novembre 2017.

Titre de l'intervention : Ortolan pénaliste, l'influence de l'œuvre d'Ortolan sur la science criminelle contemporaine

▪ Xe Journée de l'UMR-DICE *L'inapplication du droit*, Faculté de droit et de sciences politique, Aix-en-Provence, à venir, 13 octobre 2017.

Titre de l'intervention : L'opportunité des poursuites et l'idée de systématicité de la réponse pénale

▪ Colloque *Les alternatives à l'emprisonnement (Alternatives to custody Project)* organisé par Mme M. HERZOG-EVANS, Université de Reims Champagne-Ardenne, 3 & 4 mars 2016.

Titre de l'intervention : Données générales (General data) : Alternatives aux poursuites en France et stratégies développées en Angleterre et au Pays de Galles (*alternatives in the pre-trial phase in France and English/Welsh alternative strategies to incarceration*)

▪ XVIIIe Journée de l'UMR-DICE, *Protection des données personnelles et Sécurité nationale : quelles garanties juridiques dans l'utilisation du numérique ?*, Université de Toulon, CDPC, 27 novembre 2015.

Titre de l'intervention : Protection des données personnelles et Sécurité nationale : quelles leçons tirer du droit anglo-saxon?

▪ Colloque *L'eupéanisation de la justice pénale*, Université de Bretagne occidentale, 23 octobre 2015.

Titre de l'intervention : Le mécanisme du mimétisme législatif régional. Vers l'eupéanisation des justices pénales modernes, l'exemple de la France et de l'Angleterre

▪ Colloque *Les lanceurs d'alerte et les droits de l'homme (Whistleblowing and Human Rights)*, Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, 10 avril 2015.

Titre de l'intervention: Whistleblowing and Human Rights: European standards and domestic legislations: the scope of legal protections for whistleblowers in UK, France and Sweden

▪ 4èmes rencontres du droit pénal franco-allemand sur le thème : « Quel avenir pour l'audience de jugement ? », 22-23 mars 2013, Université de Bonn (Allemagne).

Titre de l'intervention : Le « plaider coupable » en droit français : quelles incidences pour l'audience de jugement ?

▪ Colloque international sur les : « Principes et Modalités de la détention avant jugement en droit de *common law* et tradition civiliste (20ème et 21ème siècles) », 13-14 décembre 2012, Université Paris 13 (campus de Villetaneuse), CRIDAF.

Titre de l'intervention : Les réglementations juridiques relatives à la détention avant jugement dans les systèmes pénaux français et anglais : la recherche d'un équilibre entre sécurité et liberté

- Premier colloque des jeunes chercheurs sur le thème « la Privation de liberté », Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, 16-17 mars 2012.

Titre de l'intervention : Les gardes à vue française et anglaise à la lumière de la jurisprudence européenne

- Conférence pour la délégation chinoise de la Direction d'Enquête et de Contrôle du Parquet Populaire Suprême. Faculté de droit virtuelle, Université Lyon III, 23 septembre 2011.

Titre de l'intervention : Les réformes de la garde à vue : points de droit positif et comparé au regard des droits fondamentaux

- 6^e colloque international de psycho-criminologie, Université Pierre-Mendès-France, Grenoble, 21-22 mars 2011.

Titre de l'intervention : La « judiciarisation » de la notion de dangerosité

- Ateliers européens de doctorants sur le thème « Quel droit pénal pour l'Europe ? », Université Toulouse I Capitole, 4-5 nov. 2010. Restitution d'un travail collectif *ès-qualités* de rapporteur.

Titre de l'intervention : « Au-delà d'une coopération judiciaire classique... »

AUTRES ACTIVITÉS ET EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES

Depuis 2017

- **Co-direction de la chronique semestrielle de législation à la Revue pénitentiaire et de droit pénal**

Depuis 2014

- **Membre du Centre de droit et de politique comparés – CDPC, Jean-Claude Escarras, UMR-CNRS 7318, Université de Toulon.**
- **Co-Responsable de l'organisation de la VIII^e journée de l'UMR-DICE** sur le thème : « Protection des données personnelles et Sécurité nationale : quelles garanties dans l'utilisation du numérique ? », Université de Toulon, CDPC, 27 novembre 2015.
- **Responsable pédagogique du Master 1 Personne et Procès (Toulon)** - Elaboration de contrats pédagogiques ; examen des demandes d'équivalence ; présidence du jury de validation des notes M1 Personne et Procès (Toulon) ; participation aux commissions universitaires.
- **Direction de mémoires et de rapports de stage Master 1 et Master 2**
Les nouvelles orientations de la politique pénitentiaire : quelles incidences sur l'effectivité de la sanction pénale ?
La contrainte pénale en droit comparé (droits français/canadien)
Les droits de la défense dans les procédures d'urgence

2013-2014

- **Consultante juridique (*legal fellow*), bureau du juge de la mise en état, Tribunal spécial pour le Liban, Leidschendam (Pays-bas).**

Fonctions : recherches juridiques en droit pénal français et international (règlement de procédure et de preuve et statut du Tribunal spécial pour le Liban, jurisprudences de la Cour pénale internationale et des Tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda); rédaction de projets de décisions rendus par le Juge de la mise en état et statuant sur les requêtes du Bureau du Procureur, du Bureau de la Défense et des équipes de la Défense dans les affaires *Ayyash et autres, Merhi et El Sayed*. Participation aux réunions de travail avec le Bureau du

Procureur, le Bureau de la Défense et les équipes de la Défense. Participation aux conférences de mise en état.

Thèmes abordés: actes d'accusation (confirmation, rejet, amendement), mémoires avant-procès, mandats d'arrêt nationaux et internationaux, détermination des langues de travail, coopération avec les autorités libanaises, questions de communication des pièces à conviction, aspects techniques de l'affaire (registres des données d'appel, système *Legal Workflow*), Greffe, victimes participant à la procédure, mesures de protection des témoins et victimes, engagement d'une procédure de jugement *in absentia*, non diffusion d'informations et outrage, question de la jonction d'instances.